

Tartagueule

à la récré



N° 158 Octobre 2023 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA DESTRUCTION...

Nouvelle année scolaire, nouveau ministre et incontestablement nouvelle étape franchie dans la mise au pas libérale de l'école et la destruction du service public d'éducation tant les choix budgétaires et les pressions sur les personnels sont significatifs. Une destruction sous couvert de vernis démocratique avec les dernières annonces du ministre sur le lancement d'une grande consultation des personnels enseignants sur les cycles, les programmes, l'apprentissage du Français et des Mathématiques, les classes de niveaux... autant de questions pour lesquelles il a déjà ses réponses.

L'argent sale du « Pacte »

L'annonce, depuis la fin du printemps dernier, de la mise en place d'un « Pacte enseignant » visant, non pas comme annoncé, à revaloriser les salaires mais à permettre de gagner plus en acceptant des missions supplémentaires, donc en travaillant plus, a renforcé les pressions humaines aussi bien que sur les moyens dans les établissements du second degré. Tous les financements de dispositifs, de projets, de missions devant maintenant passer par ces fameuses « parts fonctionnelles ». Les autres formes de financement ont été réduites à peu de chagrin, provoquant chantages, pressions, divisions, et culpabilisations pour faire accepter ce fameux « Pacte » sous risque de ne plus pouvoir rien faire. L'objectif de celui-ci est pourtant bien d'être, à terme, le cheval de Troie de la casse du statut des enseignant-es. Si pour l'instant seulement autour de 20 % des personnels auraient signé celui-ci, dans 5, 10 ou 15 ans et à force de pression, le Pacte deviendra la norme et ses missions seront alors intégrées dans un statut d'enseignant-e redéfini. D'où l'intérêt de ne pas céder, de ne pas se laisser faire !

Dans un premier temps, le but du Pacte est aussi bien-sûr de faire accepter les remplacements en interne pour palier au manque de personnel. Mission qui devrait être automatique dès la rentrée prochaine pour toute signature du Pacte. Organiser la vaste garderie Education nationale en assurant toutes les heures de cours, quitte à ce que cela soit vide de moyens, de contenus, de sens. Peu importe, au final, puisque cela semble être exactement la but du nouveau ministre. Il semble en être de même avec l'annonce des stages obligatoires en classe de seconde ou la mise à bas de la formation continue des enseignant-es. En effet, une circulaire de début septembre a annoncé que, dans le but d'assurer toutes les heures de cours, la formation continue des enseignant-es du second degré devrait, comme pour le premier degré, progressivement s'organiser en fin de journée, les mercredis après-midi ou durant les vacances scolaires, le tout d'ici la rentrée 2024. Les fameuses Ecoles académiques de formation continue (EAFC), plus que jamais avides d'un contrôle hégémonique de la formation des enseignant-es, s'assurerons de mettre en œuvre de nouvelles modalités d'un distanciel aussi déshumanisant et antipédagogique qu'économique.

Sur le terrain, la réalité est donc celle d'une dégradation permanente des conditions de travail des personnels et de la qualité du service public d'éducation. Les 3 000 postes non pourvus en cette rentrée dans le premier et second degrés en sont un exemple criant, ainsi que le reflet d'une profession en crise dont l'exercice est dégradé, malmené et n'attirant plus les nouvelles générations.

L'écran de fumée de l'abaya

Dans un tel contexte et afin d'occulter les vrais problèmes de l'éducation, rien de tel que de focaliser la rentrée sur une nouvelle polémique médiatique résultant d'un phénomène pourtant bien minoritaire dans la réalité. L'annonce autour de l'interdiction du port de l'abaya dans les établissements scolaires n'est rien de plus qu'une mesure raciste et sexiste. Raciste car, une fois de plus, il s'agit de la même communauté qui est stigmatisée pour sa présumée appartenance religieuse ; sexiste car cette mesure ne concerne et ne touche que les filles, qui sont déjà les premières victimes des oppressions religieuses de toutes formes. Sur la forme, cette mesure permet de ne pas aborder les vrais problèmes, d'écarter une fois de plus la question sociale au profit de questions identitaires clivantes, qui font le jeu de la droite extrême, de l'extrême droite et des populistes de tous poils.

Cette rentrée dégradée s'inscrit de plus dans un contexte social tendu, marqué notamment par la poursuite de l'inflation. Celle-ci tourne toujours autour de 10 % alors que par exemple la soi-disant revalorisation historique des enseignant-es, après des années de gel des salaires, atteint péniblement les 3,5 %.

L'époque est sombre, le gouvernement sait qu'après nous avoir enfoncé la tête sous l'eau avec la réforme des retraites, il va pouvoir accélérer sa démolition sociale à grand coups de mesures libérales. Pour autant, l'heure ne doit pas être à la résignation mais à la résistance. S'organiser, se syndiquer, lutter sont de nouveau des mots d'ordre indispensables en cette rentrée !

La journée de grève interprofessionnelle du vendredi 13 octobre, bien que loin d'être à la hauteur des attentes et enjeux du moment, peut-être une première étape pour se retrouver, relever la tête et envisager un avenir plus radieux.

Vendredi 13 octobre

**Grève interprofessionnelle -
Manifestation intersyndicale**

12H Place Bellecour Lyon



SNU, VERS LA GÉNÉRALISATION ET L'OBLIGATION ?

Le gouvernement ne cesse de souffler le chaud et le froid à propos du SNU (Service National Universel). Après avoir reculé sur l'obligation de celui-ci l'an dernier durant les mobilisations contre la réforme des retraites de peur d'un embrasement de la jeunesse, la secrétaire d'État à la jeunesse, Prisca Thévenot, a annoncé le 19 septembre vouloir tendre vers "la généralisation" du service national universel. Pourtant, et heureusement, cet engagement basé pour l'instant sur le volontariat, imaginé sur le modèle du service militaire, attire encore peu de jeunes. Depuis sa mise en place en 2019, le SNU ne concerne pour l'instant que des volontaires de nationalité française, entre 15 et 17 ans avec l'accord de leurs parents. Mais le nombre de jeunes qui s'engagent reste très minoritaire, 32 000 recrues en 2022 sur plus de 600 000 jeunes éligibles. Le fait de le généraliser et le rendre obligatoire pour toute une génération est particulièrement inquiétant et serait à la fois une mise au pas et une militarisation de la jeunesse à laquelle nous ne pouvons que nous opposer.

L'Éducation nationale mise à contribution

Dès cette rentrée, un appel à projet "classes engagées" et "lycées engagés" a été adressé à tous les lycées. Pour reprendre les termes : "La « classe engagée » développe, au niveau de la seconde et en première année de CAP, un projet pédagogique annuel proposant des contenus et initiatives s'inscrivant dans les enseignements et les actions éducatives quotidiennes des lycées et en tout premier lieu de l'enseignement moral et civique et de l'éducation à la citoyenneté. Ces projets pédagogiques intégreront la participation à un séjour de cohésion du service national universel sur temps scolaire, dont une partie du contenu sera articulée avec la thématique du projet pédagogique d'engagement ». Les « lycées engagés » devront proposer la candidature d'au moins deux « classes engagées ».

Il est pour l'instant prévu que le SNU se déroule en 3 phases : un stage dit de « cohésion » de 12 jours dans des « centres SNU » en dehors du département d'origine, sur temps ou hors temps scolaire, une période de travail gratuit de 84 heures dite « d'intérêt général », puis un engagement volontaire de 3 mois et la possibilité d'intégrer une « réserve en uniforme » (armée, gendarmerie, protection civile...). Le stage de cohésion de 12 jours se déroule pour l'instant pendant les vacances scolaires mais avec les classes engagées, il se déroulera sur le temps scolaire dès mars 2024.

Espérons que les collègues sauront aussi s'opposer à cette mise au pas de l'Éducation nationale ! N'oublions pas que ces séjours sont souvent pointés du doigt pour leur violence et leur maltraitance pour les jeunes en raison de leur encadrement défaillant, des traitements dégradants ou encore des accidents. Sans oublier que tout cela va engendrer des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017, dont une grande partie sera payée par l'Éducation nationale au bénéfice des militaires. Des milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation !

Une opération de soumission de la jeunesse

Sur le fond, il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans. On sait comment ce genre de fichier peut être utilisé !

Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques. De plus, les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé·es ayant salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de syndicaliser, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité·e·s, sans aucun de ces droits, pour des durées variables. Ils seront très vivement encouragé·e·s à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Le renforcement de la militarisation

Encadrement militaire, lever à 06h30 et coucher à 22h30, salut du drapeau, chant guerrier, port de l'uniforme, marche au pas, parcours du combattant, raid commando, bourrage de crâne sur l'engagement et la citoyenneté du point de vue de l'État... Autant de choses qui contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les soit-disantes anciennes colonies et diverses autres régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit qu'il faut que les jeunes s'engagent mais... c'est déjà le cas ! Ils s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement ou pour l'égalité des droits et contre les discriminations. Des formes d'engagement qui ne correspondent certainement pas à ceux voulus par l'État et le gouvernement...

***Non à la soumission et à
la militarisation de la jeunesse !
Non au SNU !
Abrogation du SNU !***

La Fédération CNT des travailleuses et travailleurs de l'éducation est signataire de la Campagne unitaire contre le SNU.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·e·s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·e·s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

